

ANALYSE DE PATRICK VEILLARD

LE VÊTEMENT DE SECONDE MAIN EN BELGIQUE : QUELS ENJEUX POUR LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ?

RÉSUMÉ

Parmi les nombreuses alternatives mises en avant par Oxfam-Magasins du monde (OMM) dans sa campagne « Une autre mode est possible », le vêtement de seconde main (VSM) occupe une place de choix. De plus en plus tendance, en lien notamment avec la popularité du concept d'économie circulaire, le VSM attire un nombre croissant de clients ainsi que d'acteurs privés et publics¹. En fédération Wallonie-Bruxelles, les acteurs de l'économie sociale – regroupés au sein de la plateforme Ressources et identifiables via le label Solid'R (voir encadré) – restent majoritaires². Malgré tout, ils doivent faire face à de nombreux défis et ce sur l'ensemble de la filière : concurrence au niveau de la collecte, nécessité d'accroître leurs capacités de tri, besoin de développer de nouveaux modèles de distribution, gestion de volumes croissants de déchets, problèmes de traçabilité en fin de filière, etc. Tour d'horizon des enjeux, avec Virginie Detienne, coordinatrice de la plateforme Ressources.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENJEUX DANS LE SECTEUR DU VSM EN BELGIQUE AUJOURD'HUI ?

Un premier enjeu est celui de la collecte, plus précisément la densification du maillage des bulles (Ndlr : principaux lieux de dépôt et de collecte des vêtements usagers, voir encadré). Il n'y a pas de problème en Wallonie, mais dans une zone urbaine aussi dense que Bruxelles, nous sommes à seulement 50% de l'optimum (qui est d'environ une bulle de 2m³ pour 1000 habitants). Cela a plusieurs conséquences, notamment un service citoyen non optimal et une perte de ressource pour nos membres. On constate par ailleurs que les bulles existantes sont surexploitées, ce qui cause de nombreux problèmes de propreté

publique et amène les communes à vouloir les enlever. C'est un peu le serpent qui se mord la queue...

La collaboration avec la grande distribution est un autre enjeu important, en lien avec cette question de la collecte. Certains acteurs pourraient potentiellement déstabiliser le modèle économique du réseau des bulles mis en place nos membres. On a par exemple le cas d'H&M, qui collecte du VSM dans ses magasins et le revend à Soex, un acteur privé basé en Allemagne. C'est un manque à gagner pour la Belgique en terme d'emplois, mais c'est aussi un flux d'approvisionnement qui échappe aux acteurs de l'économie sociale³. Il faudrait donc que le système de bulles existant

puisse être réfléchi en bonne intelligence avec ces marques, qui veulent redorer leur image et attirer du monde en magasin. C'est l'une des raisons pour lesquelles un groupement d'intérêt économique européen a été créé, le TESS⁴, afin de coordonner les collectes de différents membres en Europe et agir comme interlocuteur unique auprès de marques telles que Timberland, The North Face ou Patagonia⁵.

La question de la fin de filière éthique constitue un autre défi. L'idée est que le vêtement collecté mais invendu en Belgique (Ndlr : ce que l'on appelle la fripe de second choix, envoyée et vendue dans le Sud⁶) soit éthique jusqu'en bout de filière. De ce point de vue, la stratégie des membres du TESS est d'accompagner la création de structures d'économie sociale sur place, par exemple en Afrique ou en Europe de l'Est, en respectant un certain nombre de critères. Les critères wallons n'étant pas toujours transposables en l'état⁷, ils doivent donc être adaptés au contexte local. Cela a donc donné lieu à une réflexion au sein du secteur sur ce qui est de l'ordre de l'acceptable ou de l'obligatoire⁸. Au-delà des collaborations avec des structures déjà existantes, telles que les associations Baobab au Burkina Faso ou la Fripe éthique au Sénégal, le TESS accompagne plusieurs projets au Ghana, au Bénin et en Uruguay.

LE VÊTEMENT DE SECONDE MAIN (VSM), KEZAKO ?

Le principe premier du VSM est l'allongement de la durée d'usage du vêtements par la réutilisation¹⁵, dans une approche d'économie circulaire¹⁶. En deux mots, l'idée est de donner les vêtements que l'on considère usagés (ou que l'on ne souhaite plus porter) à une ou des structure(s) spécialisée(s) dans la collecte, le tri, la revente, l'export et la gestion des déchets. Prenons l'exemple de la filière de l'économie sociale :

- La collecte se fait le plus souvent via des bulles à textiles réparties sur l'ensemble des communes du pays (ex. 4233 en fédération Wallonie-Bruxelles pour les membres de Ressources). Véritable service de proximité, elles permettent de récupérer environ la moitié des textiles mis sur le marché¹⁷. Mais leur fonctionnement optimal nécessite un maillage important du territoire et des emplacements bien étudiés. De plus, la part élevée (et croissante) de textiles de mauvaise qualité et d'ordures ménagères déposés dans les bulles nécessite d'éduquer le grand public à une bonne utilisation de ces équipements¹⁸. Certains acteurs, tel OMM, acceptent les dons sur site. L'apport y est contrôlé, ce qui garantit une meilleure qualité de collecte et un taux important de réutilisation.
- Après transport, le VSM est ensuite l'objet d'un tri. Celui-ci est souvent effectué par des employés en réinsertion dans un centre de tri spécialisé (à l'exception des plus petites structures, tels les magasins OMM de nouveau, où le tri se fait directement en magasin et par des bénévoles). De ce tri, résultent différents flux¹⁹:
- 5% sont réutilisés en moyenne (i.e. revente dans des magasins spécialisés) en Belgique (vêtements propres, en bon état et au goût du jour, communément appelés « crème » par les acteurs du secteur).
- Environ 55% vont à l'export, dans la filière fripe de second choix, via des grossistes ou directement auprès d'ONG partenaires (d'économie sociale). Une partie de ces flux provient des invendus en magasin.
- 25% font l'objet d'un recyclage (chiffon d'essuyage, rembourrage et effilochage).
- Enfin, 15% sont des déchets ultimes (incinération avec récupération de chaleur). Cette part inévitable de la collecte des textiles usagés a un coût pour l'entreprise qui doit payer pour s'en débarrasser, d'où l'importance de la qualité des dons. Terre évalue le seul coût de gestion de ses déchets à 130€ la tonne, sans y inclure les coûts de collecte et de tri. Cela correspondrait à un coût total de 700.000€ par an pour l'ensemble des entreprises d'économie sociale²⁰.

En 2016, les entreprises d'économie sociale sur l'ensemble Wallonie-Bruxelles ont collecté 26.500 tonnes de textiles usagés. Cela correspondait à l'emploi de 900 équivalent temps plein et 4200 bénévoles, la formation de près de 500 stagiaires en insertion et le maintien d'un réseau de 140 boutiques de seconde main²¹.

LA FAST FASHION N'ENTRAÎNE-T-ELLE PAS UNE BAISSÉ DE QUALITÉ DES APPROVISIONNEMENTS ?

Tout à fait, on observe une baisse de la qualité, une part croissante de vêtements de type Zeeman ou Primark étant conçus pour ne pas durer. Cela a un impact en terme de réutilisation, même si les retours sont différents d'une structure à l'autre : Terre indique clairement une baisse de qualité par exemple, tandis que Les Petits Riens, qui ont un taux de réutilisation très élevé⁹, ne semblent pas affectés.

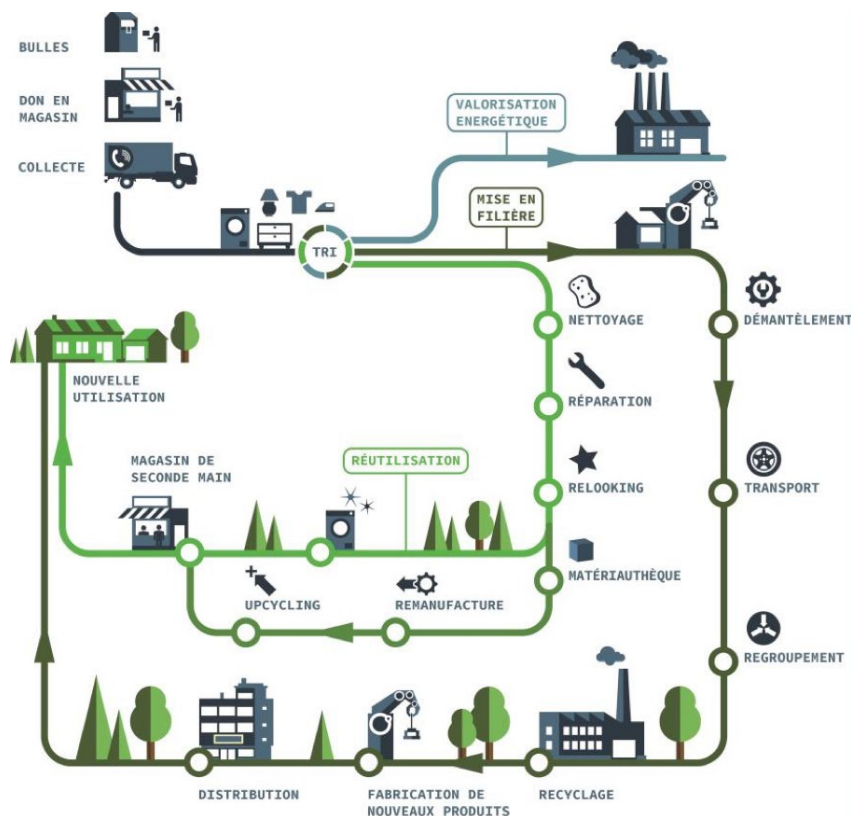
QUE PEUT-ON FAIRE POUR LUTTER CONTRE CETTE FORME D'OBSOLESCEANCE PROGRAMMÉE ?

Il faudrait pouvoir davantage travailler sur l'écoconception des produits, dans une logique d'économie circulaire. Mais Ressources et ses membres n'ont aucune prise dans ce domaine. Nous réfléchissons donc aux possibilités d'utiliser ces vêtements autrement que via la réutilisation. Un exemple est la logique de 'remanufacturing', qui consiste à utiliser des produits en fin de vie comme ressources pour fabriquer de manière industrielle des produits identiques, nouveaux ou plus performants. Nous n'en sommes qu'aux prémices et le modèle économique doit encore être démontré, mais on pourrait imaginer la fabrication d'emballages (de quincaillerie par exemple) à partir de t-shirts usagés. Dans ce domaine, Ressources peut jouer un rôle de force de proposition, de coordination de projet (pilote) ou encore en matière de recherche de financements.

QUELLE EST LA POSITION DU SECTEUR FACE AU BOOM DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DEPUIS QUELQUES ANNÉES ?

Le fait de tant parler d'économie circulaire fait pas mal rire nos

membres car ils en font depuis 80 ans... Mais nous sommes beaucoup consultés sur ces matières, principalement à Bruxelles pour l'élaboration du programme d'économie circulaire Becircular. Nous avons ainsi proposé toute une série de mesures reprises dans le programme actuel. Nous sommes donc une réelle force de proposition, les régions s'étant bien rendu compte que les membres de Ressource sont des pionniers en matière d'économie circulaire. Nous remontons les idées de terrain aux régions, afin qu'elles soient entendues et que cela amène des financements et/ou des projets pilotes. Après, il faut faire attention à ce que ces opportunités ne soient pas récupérées par des acteurs à moindre valeur sociale, ou que notre expérience ne soit pas correctement capitalisée.



OBSERVE-T-ON UN IMPACT DE LA REVENTE EN LIGNE, DE TYPE E-BAY OU LE BON COIN, SUR VOTRE SECTEUR ?

Les deux modèles co-existent depuis déjà un certain temps et le secteur VSM

classique reste malgré tout dynamique. A chaque fois qu'un nouveau magasin ouvre, il fonctionne. Les Petits Riens ont investi l'année passée dans une série de magasins à Bruxelles qui tournent bien. Le marché est toujours porteur car

beaucoup de gens n'ont pas encore fait le pas de la seconde main textile. Le secteur est donc de manière générale en bonne santé, même si le marché international de la fripe est assez fluctuant et que l'on observe une baisse de la collecte, cf. le problème du maillage des bulles déjà évoqué.

SOLID'R, LE LABEL ÉTHIQUE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ACTIVES DANS LA RÉUTILISATION ET LE RECYCLAGE.

La présence dans le secteur du seconde main d'opérateurs privés, parfois sous un couvert pseudo-humanitaire, est une source de confusion pour le grand public. Ainsi, la société anonyme Caritas, l'un des plus anciens collecteurs privés sur le territoire belge, est bien souvent confondue avec l'asbl Caritas, alors qu'il n'existe aucun lien entre les deux organisations²². C'est pourquoi la Fédération Ressources a mis en place le label Solid'R afin de distinguer les entreprises qui s'engagent au respect volontaire de règles éthiques et solidaires et à leur contrôle par un organisme indépendant (Forum Ethibel). Ces règles les amènent notamment à offrir des emplois aux travailleurs de faible qualification, ou encore de réinjecter entièrement leurs marges dans des objectifs sociaux ou humanitaires. En 2017, 14 entreprises étaient membres de Solid'R : De Bouche à Oreille, La FolFouille, Les Petits Riens, Oxfam - Solidarité, Oxfam-Magasins du monde, La Poudrière, La Ressourcerie Le Carré, Rouf-Centre d'Entraide de Jette, Rezippons la terre, SalvatoriaansHulpActie, WereldMissieHulp, Apides, Le Goéland et Terre²³.

LES ÉLECTIONS COMMUNALES À VENIR REPRÉSENTENT-ELLES UNE OPPORTUNITÉ, SUR CETTE QUESTION DE BULLES OU AUTRES ?

Oui, nous prévoyons d'ailleurs une action en fin d'année avec les candidats fraîchement élus des communes bruxelloises afin de mieux les informer des possibilités d'action. Nous avons également publié un memorandum, au moment de la rédaction des programmes des partis, pour sensibiliser les candidats aux enjeux du secteur. Nous y proposons diverses solutions, notamment pour résoudre ces problèmes de propreté publique et de maillage¹⁰.

QUELLES SONT LES AUTRES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES MEMBRES DE RESSOURCES ?

Un autre enjeu important est celui du recyclage textile. Les débouchés dans ce domaine sont pour le moment fort peu nombreux. Pour l'ensemble de nos membres, les 25% de la collecte qui partent en recyclage constituent une partie déficitaire de leurs flux. Aujourd'hui, ces matières sont soit cédées gratuitement, soit revendues à des prix dérisoires, du type 100€ la tonne. Cela ne permet pas à nos membres de couvrir leurs coûts de collecte et de tri. Il y a beaucoup de projets européens qui tournent autour de cette thématique, par exemple le projet Retex, dont Ressources est partenaire¹¹. Mais rien de concret pour l'instant.

POUR QUELLE RAISON ?

La multiplication des vêtements multifibres est un vrai problème. On est là sur une question d'écoconception de nouveau, il faut pouvoir fabriquer un vêtement qui n'entraîne pas d'impossibilité totale de recyclage ou un coût délirant de séparation des fibres. Techniquement, il existe des processus mécaniques et chimiques permettant de fabriquer des sous-produits. L'industrie automobile constitue actuellement l'essentiel des débouchés, notamment pour les rembourrages des sièges de voiture ou l'insonorisation, en utilisant des mélanges de fibres compactées et non tissées. Trouver des filières de recyclage rentables pour nos membres est donc un objectif important pour Ressources.

VOIT-ON APPARAÎTRE DE NOUVEAUX MODÈLES DE DISTRIBUTION DU VSM, À L'EXEMPLE DU 'FACTORY SHOPPING' DE TERRE ?

Il existe de nombreux modèles différents, en fonctions des spécificités et

positionnements de chaque organisation. Le modèle de 'Factory shopping' de Terre, que l'on pourrait assimiler à de l'outlet ou magasin d'usine, est assez particulier et représente du VSM bas coût¹². Les Petits Riens, le plus gros acteur du secteur en Belgique, ont quant à eux conservé le concept de boutique classique, en multipliant les points de vente comme évoqué plus haut et en travaillant un côté plus chic. Ils ont également ouvert récemment une boutique de vêtements spécialisés (de cérémonie, robes de mariés, etc.) et une autre pour bébés ('baby paradise'). Comme Terre et Oxfam Solidarité, ils ont par ailleurs des magasins 'vintage'¹³. Enfin, certains acteurs, tel Oxfam Solidarité, font de la vente en ligne de leurs meilleurs produits. Mais on peut se poser des questions quant à la rentabilité du modèle de vente en ligne, étant donné les coûts associés de main d'œuvre ou de logistique.

QUE PENSER DU VSM D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE ET SON MODÈLE DE COLLECTE, DE TRI ET DE VENTE EN MAGASINS, PAR DES ÉQUIPES AUTOGÉRÉES DE BÉNÉVOLES ?

On constate que les principaux autres

acteurs du VSM en économie sociale (Terre, Les Petits Riens, Oxfam Solidarité) évoluent vers un modèle différent, axé sur la centralisation du tri et l'optimisation du processus. Le modèle d'OMM permet le circuit le plus court possible et est relativement rentable du fait que des bénévoles gèrent la majorité de l'activité. Peut-être qu'OMM aurait une épingle à tirer dans la création d'emplois, l'insertion professionnelle ayant une aura intéressante, notamment auprès des régions. Mais chaque modèle se décline selon la finalité sociale de la structure. L'action sociale de Terre par exemple est axée sur la réinsertion socio-professionnelle, donc tous leurs bénéficiaires sont réinvestis dans la création d'emplois, sans bénévoles ni articles 60. Chez OMM, le VSM constitue avant tout une ressource pour son activité de commerce équitable et son mouvement.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

On le voit, même si le secteur du VSM de l'économie sociale est dynamique en Belgique francophone, de nombreux défis restent à relever. En matière de collecte, une piste de travail importante est un plaidoyer accru



auprès des communes afin qu'elles augmentent le nombre de bulles et résistent aux sirènes du secteur privé. Ce dernier disposant de moyens beaucoup plus élevés, notamment en termes de lobbyistes, il est essentiel de sensibiliser les politiques pour qu'ils privilégient les bulles labellisées Solid'R, à forte plus-value socio-environnementale. Une sensibilisation importante doit également être menée auprès des citoyens, afin d'améliorer la qualité générale des dons. Les dé-

chets ultimes, de même que le recyclage, représentent en effet des coûts importants et croissants pour les opérateurs. De ce point de vue, le développement de filières de valorisation du textile recyclable constitue une piste à explorer plus en avant. De manière plus générale, ce secteur de plus en plus attractif nécessiterait d'être davantage régulé. Un exemple d'action positive est l'arrêté du 23 avril 2009, qui a permis d'éradiquer peu à peu les fausses bulles et le porte-à-

porte illégal en Wallonie¹⁴. Une autre piste pourrait être de plaider pour une inscription dans la loi des critères de l'économie sociale. L'europanisation en cours du label Solid'R, i.e. l'adaptation et l'extension de ses critères à plusieurs Etats membres de l'Union européenne, pourrait de ce point de vue donner du poids au secteur et favoriser de tels changements législatifs en Belgique francophone.

NOTES DE FIN

- 1 RTL info. 23/11/2016. Gros boom des vêtements de seconde main en Belgique.
- 2 Près de 90% de la collecte en fédération Wallonie-Bruxelles est opérée par les acteurs de l'économie sociale, le reste par des acteurs privés. La Flandre connaît une situation inverse. Source : Interview K. Olabi, directeur VSM Oxfam Solidarité. 10/07/2018.
- 3 L'usine de Soex en Allemagne fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et brasse 272 tonnes par jour. En comparaison, une chaîne de tri classique, même mécanisée comme celle de Terre, brasse moins du quart de ces quantités sur une même période. Source : Dheur V. 16/01/2014. La collecte de vêtements de seconde main en Wallonie. Analyse Oxfam-Magasins du monde.
- 4 Textile within Ethics, Solidarity and Sustainability. Son principal objectif est d'établir des partenariats entre les entreprises d'économie sociale et solidaire du secteur de la récupération textile en Europe. Ses missions incluent : soutenir la transposition harmonisée des directives européennes en droit national ; obtenir un cadre législatif, fiscal et général favorable ; soutenir l'équilibre financier du secteur ; assurer l'utilisation éthique des dons ; soutenir la création et le développement d'entreprises d'économie sociale et solidaire dans le monde. Voir aussi leur page facebook : <https://www.facebook.com/tesseeig/>.
- 5 Patagonia organise aux Etats-Unis la collecte de ses vêtements dans ses magasins pour les revendre en ligne sur le site wornwear.patagonia.com.
- 6 La fripe de second choix correspond à des vêtements de qualité correcte mais insuffisante pour qu'ils soient vendus dans les magasins de seconde main belges. Résultant soit directement du tri, soit d'une collecte des invendus, ils sont envoyés dans le Sud par ballots, généralement via des grossistes. Face à cette source potentielle de conditions de travail indécentes et de déstructuration des industries textiles locales, certains pays tels que l'Afrique du Sud ou le Kenya ont décidé de fermer leurs frontières. Mais cela a entraîné l'explosion de la fripe de contrebande, et n'a par ailleurs pas empêché les importations textiles à bas coûts d'Asie d'inonder leurs marchés. Source : Zollman C. 28/02/2013. La filière des fripes en Afrique. Analyse Oxfam-Magasins du monde.
- 7 Des critères de tension salariale ou de conformité aux réglementations sociales ou environnementales par exemple peuvent ne pas être directement applicables, du fait de l'absence de données ou de législation.
- 8 Le travail déjà effectué d'adaptation des critères du label Solid'R (un label belge à l'origine, voir encadré) à l'échelon européen est de ce point de vue utile. Sur base des 7 critères européens de l'économie sociale, une série d'engagements supplémentaires ont été ajoutés, notamment en termes d'intégrité, d'éthique, de collaboration, etc.
- 9 Sur 6341 tonnes de vêtements récoltés en 2017, Les Petits Riens en ont revendu 14% en magasin. Le reste est parti à l'étranger pour 43%, 24% ont été recyclées et 18% sont inutilisables. Source : Le Soir.
- 10 Ressources. 20/04/2018. Mémoire de la fédération des entreprises d'économie sociale du réemploi.
- 11 Autres exemples de projets : Trash-2-Cash, Fibersort, Resynthex, ECAP, Tissue.
- 12 A l'image des grandes surfaces de la grande distribution, les 'Factory shopping' sont des magasins de VSM à bas prix, de plus de 500 m² et comptant de 5 à 6 employés (contre 1 ou 2 pour les magasins classiques de Terre). Afin de simplifier au maximum la lisibilité, les vêtements sont regroupés par catégorie de prix. Le nombre de catégorie de prix est réduit et la signalétique adaptée en conséquence. Terre asbl dispose actuellement de 2 points de vente de ce type, à Anderlecht et à Gemappes (pour un objectif à terme de 5). Source : Bruxelles Environnement. Terre Factory shopping - Vente à bas prix de textile récupéré.
- 13 Se dit d'objets de seconde main, plus particulièrement de vêtements et d'accessoires de mode, qui datent d'une époque relativement ancienne. Le vintage reflète un moment particulier de l'histoire de la mode et une certaine authenticité, que ce soit par la marque, les techniques de couture ou les tissus employés. Source : Wikipedia. Vintage.
- 14 Le Soir. 24/07/2018. La fripe, c'est chic !
- 15 Le terme de réutilisation est utilisé en Wallonie, de réemploi à Bruxelles. Les deux correspondent au VSM effectivement revendu en magasin.
- 16 Pour plus d'infos sur le concept d'économie circulaire appliqué au textile, voir :

- Veillard P. Décembre 2017. Quelle place pour l'économie circulaire chez un acteur équitable ? Exemple de la campagne textile « Slow fashion ».
- 17 Selon Ressources, 10 kg/an/habitant de textiles sont mis sur le marché en Belgique, dont environ 5 kg/an/habitant sont collectés par les entreprises labellisées Solid'R. Source : Solid'R. Novembre 2017. Solid'R, le label éthique des entreprises d'économie sociale.
- 18 Les collecteurs sont obligés par les communes de ramasser tous les dépôts sur une surface d'1 m autour de chaque bulle. Source : Ressources. 2013. Ensemble, développons des partenariats pour une récupération des textiles éthique et de qualité !
- 19 Données correspondant aux membres belges de Solid'R (incluant donc deux organisations flamandes, SalvatoriaansHulpActie et WereldMissieHulp). Source : Solid'R. Novembre 2017. Ibid.
- 20 Ces volumes de déchets vont croissant, en lien notamment avec l'utilisation de plus en plus importante par les communes de poubelles à puces (principe de paiement des déchets au kg). Pour lutter contre cette tendance, qui met en péril sa viabilité, les collecteurs Solid'R (Oxfam, Les Petits Riens et Terre) et Wallonie Plus Propre ont lancé en 2017 une campagne de sensibilisation auprès du grand public.
- 21 Ressources. 2017. Observatoire de la réutilisation Wallonie/Bruxelles.
- 22 Dheur V. 16/01/2014. La collecte de vêtements de seconde main en Wallonie : regard de l'économie sociale sur l'évolution de la pratique. Analyse Oxfam-Magasins du monde.
- 23 Solid'R. Novembre 2017. Ibid.